



**LA COMMISSION DE REGLEMENT
DES DIFFERENDS (CRD)**

AFFAIRE N°2024-143/ARMP/SA/2414-24,
2419-24 et 2425-24

RECOURS DES SOCIETES :

« SIMORGH »
&
« SHOLA GOLDEN PEACE »

&
« DAC GROUP INTERNATIONAL »

CONTRE

LA COMMUNE DE COTONOU

DECISION N° 2024-143/ARMP/PR-CR/CRD/SP/DRA/SA DU 03 DECEMBRE 2024

- 1- DECLARANT RECEVABLES ET MAL FONDES LES RECOURS DES SOCIETES « SHOLA GOLDEN PEACE », « SIMORGH SARL » ET « DAC GROUP INTERNATIONAL » CONTRE LA COMMUNE DE COTONOU DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE DE PASSATION DE L'APPEL D'OFFRES OUVERT N°025/MCOT/SE/PRMP/SP-PRMP DU 16/09/2024 RELATIF AUX TRAVAUX D'ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DU POLE NUMERIQUE DES SERVICES AU PROFIT DE LA MAIRIE DE COTONOU ;
- 2- ORDONNANT LA POURSUITE DE LA PROCEDURE SUSMENTIONNEE.

**LA COMMISSION DE REGLEMENT DES DIFFERENDS, STATUANT EN MATIERE DE
REGLEMENT DES DIFFERENDS,**

- vu la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin ;
- vu le décret n°2020-595 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- vu le décret n°2020-596 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Personne Responsable des Marchés Publics et de la Commission d'Ouverture et d'Evaluation ;
- vu le décret n°2020-597 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement des Cellules de contrôle des marchés publics en République du Bénin ;
- vu le décret n°2020-598 du 23 décembre 2020 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Direction nationale de contrôle des marchés publics en République du Bénin ;
- vu le décret n°2021-230 du 12 mai 2021 portant nomination du Président de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- vu le décret n°2021-228 du 12 mai 2021 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- vu le décret n°2022-144 du 23 février 2022 portant nomination du Secrétaire Permanent de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- vu le Courriel en date du 25 novembre 2024, enregistré au Secrétariat administratif de l'ARMP sous le numéro 2414-24 à la même date, portant recours de la société « SIMORGH SARL »

- vu la lettre n°0066/11/2024/SC/SGP/DG du 26 novembre 2024, enregistrée au Secrétariat administratif de l'ARMP à la même date sous le numéro 2419-24, portant recours de la société «SHOLA GOLDEN PEACE » ;
- vu la lettre n°044/DAC.INTER/2024 du 26 novembre 2024, enregistrée au Secrétariat administratif de l'ARMP la même date sous le numéro 2425-24, portant recours de la société « DAC GROUP INTERNATIONAL » ;
- vu le bordereau n°1992/MCOT/SE/PRMP/SP-PRMP du 28 novembre 2024 par lequel la PRMP de la Commune de Cotonou a transmis les pièces nécessaires à l'instruction des recours susmentionnés ;

Ensemble les pièces du dossier,

Les membres de la Commission de Règlement des Différends que sont : monsieur Séraphin AGBAHOUNGBATA, Président ; messieurs Gilbert Ulrich TOGBONON et Derrick BODJRENOU : réunis en session le mardi 03 décembre 2024 ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi,

I- LES FAITS

La Commune de Cotonou a lancé la procédure de passation de l'appel d'offres ouvert n°025/MCOT/SE/PRMP/SP-PRMP du 16/09/2024 relatif aux travaux d'achèvement de la construction du pôle numérique des services au profit de la Mairie de Cotonou à laquelle les sociétés « SIMORGH SARL », « SHOLA GOLDEN PEACE » et « DAC GROUP INTERNATIONAL », ont pris part.


Ayant reçu notification du rejet de leurs offres respectives, pour non-conformité pour divers motifs de leurs lettres de soumission respectives, les trois sociétés citées supra ont chacune, formulé un recours gracieux devant la PRMP de la Commune de Cotonou, recours auxquels la PRMP de la commune de Cotonou n'a pas réservé de suite favorable.

Non convaincus des moyens soutenus par la PRMP de la Commune de Cotonou, les gérants des trois sociétés ont respectivement saisi l'Autorité de Régulation des Marchés Publics aux fins de se faire rétablir dans leurs droits.

II- SUR LA JONCTION DES RECOURS DES SOCIETES « SIMORGH SARL », « SHOLA GOLDEN PEACE » ET « DAC GROUP INTERNATIONAL »

Considérant que les recours exercés par les soumissionnaires « SIMORGH SARL », « SHOLA GOLDEN PEACE » et « DAC GROUP INTERNATIONAL », concernent la même autorité contractante à savoir la Commune de Cotonou ;

Considérant en outre que ces recours concernent la même procédure, c'est-à-dire celle de l'Appel d'Offres national ouvert n°025/MCOT/SE/PRMP/SP-PRMP du 16 septembre 2024 relatif aux travaux d'achèvement de la construction du pôle numérique des services au profit de la mairie de Cotonou ;

Que pour une bonne administration de l'instruction, il y a lieu de joindre les recours des sociétés « SIMORGH SARL », « SHOLA GOLDEN PEACE » et « DAC GROUP INTERNATIONAL », pour statuer par une seule et même décision. 

III- SUR LA RECEVABILITE DES RECOURS DES SOCIETES « SIMORGH SARL », « SHOLA GOLDEN PEACE » ET « DAC GROUP INTERNATIONAL »

Considérant les dispositions de l'article 116 alinéa 1^{er} de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin, selon lesquelles : « Les candidats et soumissionnaires peuvent introduire un recours devant la Personne responsable des marchés publics ou son supérieur hiérarchique dans le cadre des procédures de passation des marchés à l'encontre des actes et décisions de cette dernière leur créant un préjudice » ;

Que l'alinéa 5 de ce même article dispose : « Le recours doit être exercé dans les cinq (05) jours ouvrables de la publication et/ou notification de la décision d'attribution du marché ou dans les dix (10) jours ouvrables précédant la date prévue pour le dépôt de la candidature ou de la soumission. Il a pour effet de suspendre la procédure d'attribution jusqu'à la décision définitive de la personne responsable des marchés publics ou de son supérieur hiérarchique » ;

Qu'au sens de l'article 117 de cette même loi, le requérant non satisfait de la décision rendue suite à son recours gracieux ou hiérarchique, dispose d'un délai de deux (02) jours ouvrables pour compter de la décision faisant grief ainsi rendue pour exercer un recours devant l'ARMP et qu'il peut exercer le même recours en l'absence de décision rendue par la Personne responsable des marchés publics ou son supérieur hiérarchique, après l'expiration d'un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de sa saisine ;

Qu'il résulte des dispositions ci-dessus citées que :

- le recours préalable devant la Personne responsable des marchés publics ou son supérieur hiérarchique constitue une condition substantielle de recevabilité des recours devant l'ARMP ;
- l'exercice du recours préalable devant la Personne responsable des marchés publics ou son supérieur hiérarchique et de celui devant l'ARMP, sont enfermés dans des délais dont l'inobservance est sanctionnée par l'irrecevabilité de la requête.

Considérant qu'en l'espèce, la société « SIMORGH SARL » a reçu la notification du rejet de son offre le lundi 18 novembre 2024 par mail ;

Que la Gérante de la société « SIMORGH SARL », a formulé son recours administratif le mercredi 20 novembre 2024 ;

Que la PRMP de la Commune de Cotonou lui a confirmé le rejet de son offre, le lundi 25 novembre 2024 par mail ;

Que persuadée du rejet injuste de son offre, la société « SIMORGH SARL » a exercé dans la même journée du lundi 25 novembre 2024, son recours devant l'ARMP par courriel, enregistré au Secrétariat administratif de l'ARMP à la même date sous le numéro 2414-24 ;

Qu'au regard de ce qui précède, le recours de la société « SIMORGH SARL », remplit les conditions de forme et de délai requises pour sa recevabilité devant l'ARMP ;

Considérant qu'en ce qui la concerne la société « SHOLA GOLDEN PEACE », a également reçu notification du rejet de son offre, le lundi 18 novembre 2024 ;

Que son gérant a formulé son recours administratif le mercredi 20 novembre 2024 ;

Que le lundi 25 novembre 2024 par lettre n°1963/MCOT/SE/PRMP/SP/PRMP/S-PRMP du 25 novembre 2024, la PRMP lui a confirmé le rejet de son offre ;

Que n'étant pas convaincu des arguments de la PRMP de la Commune de Cotonou, le Gérant de la société « SHOLA GOLDEN PEACE » a déféré devant l'organe de régulation, le différend qui l'oppose à la PRMP de la Commune de Cotonou, le lundi 25 novembre 2024 par lettre n°0066/11/2024/SC/SGP/DG du 26 novembre 2024, enregistrée au Secrétariat administratif de l'ARMP à la même date sous le numéro 2419-24 ;

Qu'il ressort de ce qui précède que le recours de la société « SHOLA GOLDEN PEACE » remplit les conditions de forme et de délai requises pour sa recevabilité devant l'ARMP ;

Considérant enfin que la société « DAC GROUP INTERNATIONAL » quant à elle, a reçu notification du rejet de son offre, le mardi 19 novembre 2024 ;

Qu'elle a formulé son recours gracieux le mercredi 20 novembre 2024 ;

Que la PRMP de la Commune de Cotonou a répondu audit recours gracieux, le lundi 25 novembre 2024 par lettre n°1962/MCOT/SE/PRMP/SP/PRMP/S-PRMP du 25 novembre 2024 ;

Que non satisfaite de la réponse de la PRMP de la Commune de Cotonou, la Gérante de la société « DAC GROUP INTERNATIONAL » a contesté la décision de la PRMP devant l'ARMP, le mardi 26 novembre 2024 par n°044/DAC.INTER/2024 du 26 novembre 2024, enregistrée au Secrétariat administratif de l'ARMP à la même date sous le numéro 2425-24 ;

Que le recours de la société « DAC GROUP INTERNATIONAL » remplit les conditions de forme et de délai requises pour sa recevabilité devant l'ARMP ;

Qu'il y a lieu de déclarer les trois (03) recours susmentionnés recevables.


IV- DISCUSSION

A- MOYENS DE LA SOCIETE « SIMORGH SARL »

Au soutien de son recours, la société « SIMORGH SARL » a développé les moyens suivants :

« De la disposition des IC sur la lettre de soumission, nous comprenons sans amalgame que la lettre de soumission ne doit présenter aucune divergence substantielle qui pourrait entraîner le rejet de notre offre. La définition du mot substantiel précisé et ne faisant plus flou, il est à constater que l'écriture du numéro de l'avis correctement et sans faute à la place d'un addendum inexistant ne peut nullement constituer une divergence substantielle car ne dénature ni ne crée de confusion, ni modifie, ni trahit, n'altère la lettre de soumission dont l'esprit est de présenter toute l'offre au maître d'ouvrage avant que ce dernier ne commence à parcourir toute la documentation qu'est la soumission de l'offre. Ainsi, la lettre de soumission de notre offre ne connaît aucune omission. Ne dénature en rien notre offre et ne présente aucune divergence par rapport au format du modèle de lettre de soumission dans le document d'appel d'offre comme suit : format dont le non-respect pourrait entraîner le rejet de notre offre ».

B- MOYENS DE LA SOCIETE « SHOLA GOLDEN PEACE »

Doutant de l'objectivité de la décision de rejet de son offre, le Gérant de la société « SHOLA GOLDEN PEACE » soutient les moyens suivants devant l'ARMP : 

« Par lettre n°161R/MCOT/SE/PRMP/SP-PRMP du 18/11/2024, la PRMP de la mairie de Cotonou nous a notifié le rejet de notre offre. Elle augure comme au motif que : « la lettre de soumission que nous avons fournie n'est pas conforme au formulaire du DAO à la page 79 ». En effet, il a été mentionné comme nom complet de la personne signataire de l'offre « Ganiyou A. YACOUBOU » au lieu de « Ganiyou Aboudoul YACOUBOU » inscrit au RCCM et dans la confirmation écrite. En se fondant sur votre décision n°2024-053/ARMP/PR-CR/CRD/SP/DRA/SA du 07 Mai 2024 la PRMP de la commune de Cotonou rejette notre offre à la recevabilité ».

Le modèle de la lettre de soumission contenu dans notre offre est conforme à tout point de vue au formulaire contenu dans le DAO à la page 79 dans la mesure où tous les points (a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l) ainsi que les informations telles que demandées dans la lettre de soumission sont renseignées et conformes. Donc on ne saurait parler de non-conformité.

En ce qui concerne le motif relatif au nom complet du signataire de l'offre « Ganiyou A. YACOUBOU » au lieu de « « Ganiyou Aboudoul YACOUBOU » inscrit au registre de commerce et dans la confirmation écrite datée, signée et cachetée habilitant le signataire de l'offre à engager le candidat, nous trouvons que ce motif expéditif n'est pas convaincant et paraît cacher une intention inavouée ; celle d'éliminer à tout prix notre offre.

En effet, en droit public général, « Ganiyou A. YACOUBOU » et « « Ganiyou Aboudoul YACOUBOU », désignent la même personne physique, ainsi la PRMP de la commune de Cotonou, en cas d'incompréhension ou de doute n'avait qu'à demander le certificat d'individualité du tribunal qui confirme que « Ganiyou A. YACOUBOU » et « Ganiyou Aboudoul YACOUBOU » sont la même personne.

De plus, votre décision n°2024-053/ARMP/PR-CR/CRD/SP/DRA/SA du 07 Mai 2024 évoquée par la PRMP pour écarter notre offre ne soutient par sa thèse. A titre illustratif, dans cette même décision le soumissionnaire en question s'appelait PEDE Olivier Victor C. sur ses documents administratifs et cela en aucun cas n'a été considéré comme son motif de rejet dans cette décision citée, nous ne comprenons donc pas cette extrapolation faite par la PRMP de Cotonou dans le cas d'espèce.

La décision de l'ARMP n°2024-053/ARMP/PR-CR/CRD/SP/DRA/SA du 07 Mai 2024 à laquelle fait allusion la PRMP de la commune de Cotonou ne saurait être appliquée au cas d'espèce, dans la mesure où ici, on ne parle pas d'omission d'une partie de noms figurants sur le registre de commerce mais plutôt d'une mention de l'initiale de nom mentionné dans la lettre de soumission au lieu de l'intégralité du nom tel qu'écrit dans le registre de commerce et le pouvoir habilitant et que nous avons le certificat d'individualité qui confirme que les deux écritures « Ganiyou A. YACOUBOU » et « Ganiyou Aboudoul YACOUBOU » désignent la même personne.

Aussi, nous vous demandons de procéder avec une attention particulière à la vérification de l'offre de l'attributaire afin de nous rassurer qu'il n'y a pas une situation de conflit d'intérêt ou de corruption caché derrière ce résultat de la COE, sinon le fait d'écrire Ganiyou A. YACOUBOU » au lieu de « Ganiyou Aboudoul YACOUBOU » ne constitue pas un motif suffisant au point de rejeter notre offre qui est économiquement la plus avantageuse pour la commune de Cotonou comparativement à celle de l'attributaire.

Ce choix au regard de tout ce qui précède viole le principe de l'économie tel que posé dans les dispositions de l'article 7 de la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin ».

C- MOYENS DE LA SOCIETE « DAC GROUP INTERNATIONAL »

En contestation des motifs de rejet de son offre, la société « DAC GROUP INTERNATIONAL » apporte les clarifications suivantes :

« Le Lundi 18 Novembre 2024 nous avons accusé réception de la lettre de notification de rejet de notre offre où il est mentionné comme motif de rejet : [le numéro de l'avis d'appel d'offre n'a pas été mentionné comme exigé par le formulaire du DAO à la page 79].

Nous venons par la présente contester ce motif de rejet de notre offre. En effet le formulaire de la lettre de soumission de la page 79 indique AAON° [insérer le nom de l'avis d'appel d'offre] selon ce modèle c'est le nom de l'avis d'appel d'offre qui doit être mentionné et non le numéro. Pour preuve il a été mentionné dans le formulaire à la page 157 « Antécédant de marchés non exécutés de litiges en instances et d'antécédents de litiges » N°AO et titre [numéro et titre de l'AO]. Dans ce cas d'espèce le numéro et le titre de l'AO a été demandé et renseigné comme tel. Or au niveau du formulaire de la lettre de soumission la partie entre crochet indique seulement de mentionner le nom de l'avis d'appel d'offre et en aucun cas le numéro de ce dernier. Par conséquent notre lettre de soumission est belle et bien conforme au formulaire de la lettre de soumission citée à la page 79.

La PRMP de la Mairie de Cotonou n'a pas évalué les offres en toute transparence conformément aux principes fondamentaux qui régissent la commande publique (Article 7 en ces points 3 et 4 et l'Article 74 conformité des offres de la loi 2020-26 du 29 Septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin).

Au regard de ce qui précède, nous confirmons que l'offre présentée par notre Société DAC GROUP International SARL est conforme en tous points aux exigences du dossier d'appel d'offre et particulièrement conforme au formulaire de la lettre de soumission citée à la page 79 ».

D- MOYENS DE LA PRMP DE LA COMMUNE DE COTONOU

En réponse aux requêtes des sociétés « SIMORGH SARL », « SHOLA GOLDEN PEACE » et « DAC GROUP INTERNATIONAL », la Personne Responsable des Marchés Publics de la Commune de Cotonou a développé les arguments suivants :

« SUR LE FONDEMENT DU MOTIF DE REJET DE L'OFFRE DU SOUMISSIONNAIRE « SIMORGH SARL »

La Commission d'Ouverture et d'Evaluation (COE) a prononcé le rejet de l'offre au motif que « La lettre de soumission n'est pas conforme au formulaire du DAO à la page 79. En effet, il y est mentionné la référence d'un addendum qui n'existe pas ».

Pour rappel, le formulaire de la lettre de soumission du présent dossier prévoit, au nombre des parties à remplir par le soumissionnaire, entre autres

- une partie pour l'inscription de la référence de l'avis et,
- une autre pour celle de l'addendum dont le numéro et la date d'émission doivent y être mentionnés conformément aux instructions mises en crochet dans ladite lettre.

L'avis d'appel d'offres et l'addendum sont des documents distincts qui n'ont pas les mêmes fonctions. Conformément à l'IC 8.1 du dossier, l'addendum (additif) est destiné à « modifier le dossier d'appel d'offres ».

Dans le cas de la présente procédure, l'Autorité contractante n'a pas eu besoin de modifier le dossier. Ainsi, il n'est pas possible de trouver un numéro d'addendum à renseigner. Dès lors, l'inscription dans la lettre de soumission d'une référence, même si c'est celle de l'avis, à la place réservée aux informations sur l'addendum, relève d'une non-conformité.

En effet, sur le fondement des stipulations de l'IC 12.1 selon lesquelles : « Le formulaire de soumission de l'offre doit être utilisé tel quel et toute réserve ou divergence substantielle entraînera le rejet de l'offre. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés », le report d'un numéro d'un addendum inexistant constitue une divergence substantielle. Ainsi, il faut noter d'une part, la divergence substantielle entraînée par l'inscription dans la lettre d'un addendum qui n'existe pas et d'autre part, que toutes les rubriques notamment celle relative aux informations sur l'addendum n'a pas été remplie de manière à fournir les renseignements demandés. En restant dans la logique de l'analyse du soumissionnaire, la Commission d'Ouverture et d'Evaluation des offres devra désormais accepter les lettres de soumission dans lesquelles les soumissionnaires inscrivent à la place réservée aux références de l'avis, le montant de leurs offres. Ce qui n'est pas possible et à cet égard tout faux renseignement dans la lettre de soumission est une réserve ou divergence substantielle.

Relativement au manquement au principe d'économie évoqué par le soumissionnaire « SIMORGH SARL », on peut dire que les principes fondamentaux régissant la commande publique, notamment celle de l'économie, il faut noter qu'avant que l'offre du soumissionnaire SIMORGH SARL ne soit classée parmi les offres économiquement les plus avantageuses pouvant subir l'examen de qualification pour enfin se voir attribuer le marché si concluant, il aurait fallu qu'elle passât d'abord avec succès les étapes de l'examen de recevabilité de l'offre et de l'examen de la conformité technique. Ce qui n'est pas le cas.

Pour ce qui est de l'appréciation par le soumissionnaire que son offre est rejetée pour un seul motif, il faut remarquer qu'avant l'attribution, l'évaluation d'une offre se fait obligatoirement en au moins trois étapes. Il s'agit dans l'ordre, de l'examen de recevabilité de l'offre, de l'examen de la conformité technique et de l'examen de la qualification. Si à la première étape celle de l'examen de recevabilité, l'offre ne contient pas toutes les pièces et renseignements requis à cette étape, elle est rejetée. Ainsi, elle ne passe pas à l'étape suivante qui est l'examen de la conformité technique. C'est dire que quand une offre échoue à une étape, elle ne subit plus l'examen suivant et c'est le cas de l'offre du soumissionnaire SIMORGH SARL qui a été recalée à la première étape celle de l'examen de recevabilité de l'offre. En tout état de cause, pour être totalement évaluée, il reste que ladite offre subisse encore au moins deux autres examens à savoir l'examen de la conformité technique et l'examen de la qualification.

❖ **SUR LE FONDEMENT DU MOTIF DE REJET DE L'OFFRE DE LA SOCIETE « SHOLA GOLDEN PEACE »**

D'entrée, il faut remarquer que la non-conformité de la lettre de soumission fournie par SGP est basée sur deux dispositions à savoir l'IC 12.1 du dossier d'appel d'offres donc sur les exigences du formulaire de la lettre de soumission et la décision N°2024-053/ARMP/PR-CR/CRD/SP/DRA/SA du 07/05/2024 de l'ARMP.

Selon l'IC 12.1 du dossier d'appel d'offres, pour la lettre de soumission « Le formulaire de soumission de l'offre doit être utilisé tel quel et toute réserve ou divergence substantielle entraînera le rejet de l'offre. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés ». Ainsi, la conformité de la lettre de soumission requiert à la fois un contenu identique au formulaire et la justesse des réponses fournies aux renseignements demandés. C'est dire qu'une mauvaise réponse fournie à un renseignement demandé dans le formulaire du dossier, rend aussi la lettre de soumission fournie par le soumissionnaire non conforme.

Dans le présent dossier, la lettre de soumission prévoit, entre autres, qu'on doit « insérer le nom complet de la personne signataire de l'offre ». Ainsi, pour être conforme, la lettre devrait mentionner l'identité complète de la personne signataire de l'offre.

Or, sur la lettre de soumission fournie, le soumissionnaire SGP a mentionné comme nom complet de la personne signataire de l'offre « Ganiyou A. YACOUBOU » au lieu de « Ganiyou Aboudoul YACOUBOU » inscrit au registre de commerce et dans la confirmation écrite datée, signée et cachetée habilitant le signataire de l'offre à engager le candidat. C'est dire que le nom mentionné n'est pas complet comme l'exige le formulaire. Selon le dictionnaire Larousse, les synonymes du mot « complet » sont « intégral, exhaustif, entier, total, etc. ». En tout état de cause, insérer le nom complet du signataire consistera à écrire intégralement le nom du signataire sans omission ni abréviation. Le A. de « Ganiyou A. YACOUBOU » peut signifier plusieurs autres prénoms. Il peut bien s'agir du A. d'Alexandre, d'Antoine etc. Ainsi, toutes les rubriques n'ont pas été remplies de manière à fournir les renseignements demandés tels qu'exigés à l'IC 12.1 au formulaire de la lettre de soumission.

En ce qui concerne la décision N°2024-053/ARMP/PR-CR/CRD/SP/DRA/SA du 07/05/2024 de l'ARMP, celle-ci a été mentionnée comme base légale du nom complet du signataire de l'offre qui, dans le cas de la lettre de soumission, devra être intégralement inscrit.

Somme toute, le rejet de l'offre est d'abord motivé par la non-conformité de la lettre de soumission qui n'a pas respecté les exigences du formulaire du DAO et de l'IC 12.1.

Par ailleurs, la lettre de soumission, le registre de commerce et la confirmation écrite sont-elles des pièces éliminatoires distinctes dont les bons renseignements de l'une ne valent pas pour les autres. Il va s'en dire que sur le fondement des règles de l'évaluation des offres, la COE n'aurait pas eu besoin du registre de commerce ou de la confirmation écrite avant d'avoir le nom complet de la personne signataire de l'offre tel qu'exigé par le formulaire de lettre de soumission.

❖ SUR LE FONDEMENT DU MOTIF DE REJET DE L'OFFRE DE LA SOCIETE « DAC GROUP INTERNATIONAL »

Comme souligné plus haut, le formulaire de la lettre de soumission porte la mention « AAO N° ... ». Cette mention exige du soumissionnaire de renseigner obligatoirement le numéro (référence) de l'avis dans son offre avant l'inscription du nom de l'avis.

En effet, l'instruction aux candidats 12.1 du dossier d'appel d'offres stipule notamment que « (...) Le formulaire de soumission de l'offre doit être utilisé tel quel (...) ». Ainsi, la conformité de la lettre de soumission requiert à la fois un contenu identique au formulaire et la justesse des réponses fournies aux renseignements demandés. Dans ce cadre, un renseignement fourni, autre que celui demandé dans le formulaire du dossier, rend la lettre de soumission de l'offre fournie non conforme. Dès lors, il est à conclure d'une part que le numéro (référence) de l'avis constitue un élément attestant de la traçabilité, de l'identité et de l'existence de la procédure et d'autre part, une lettre de soumission présentée dans l'offre et ne précisant pas la référence de l'avis est considérée comme non conforme.

Dans le cas d'espèce, la lettre de soumission présentée dans l'offre du soumissionnaire n'a pas mentionné le numéro (référence) de l'avis. Par conséquent, la COE a rejeté son offre conformément aux exigences dudit formulaire (IC de l'annexe A-1-1 du DAO).

Par ailleurs, les formulaires de la lettre de soumission, celui de l'antécédent de marchés non exécutés de litiges en instance et celui des antécédents de litiges, constituent des pièces éliminatoires distinctes dont les bons renseignements de l'une ne valent pas pour les autres. Il va s'en dire que sur le fondement

des règles de l'évaluation des offres, la COE n'aurait pas eu besoin des antécédents de marchés non exécutés de litiges en instances et des antécédents de litiges avant d'avoir la référence de l'avis tel qu'exigé par le formulaire de lettre de soumission ».

V- CONSTATS ISSUS DE L'INSTRUCTION

Des faits et moyens des parties, il ressort les constats ci-après :

Constat n°1 :

Le formulaire de la lettre de soumission mentionne entre autres : « [Le candidat remplit la lettre ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le format de la lettre ne doit pas être modifié. Toute réserve ou déviation majeure, par rapport à ce format, pourra entraîner le rejet de l'offre]. »

Date : [insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]

AAO N° : [insérer le nom de l'avis d'appel d'offres]

À : [insérer le nom complet de l'Autorité contractante]

Nous, les soussignés, attestons que :

- a) nous avons examiné le dossier d'appel d'offres, y compris l'addendum/les addenda Numéro : [insérer les numéros et date d'émission de chacun des additifs] ; et n'avons aucune réserve à leur égard (....)

Nom : [insérer le nom complet de la personne signataire de l'offre... (...)] ».

Constat n°2 :

Le soumissionnaire « SIMORGH SARL » a mentionné dans sa lettre de soumission les références d'un addendum telles qu'il suit : « Nous avons examiné le dossier d'appel d'offres, y compris l'addendum/les addenda Numéro : AVIS n°025/MCOT/SE/PRMP/S-PRMP du 16 :09 :2024 et n'avons aucune réserve à leur égard, ».


Constat n°3 :

La lettre de soumission de la société « SHOLA GOLDEN PEACE » est signée par : « Ganiyou A. YACOUBOU » alors que le nom du Gérant sur le RCCM et sur la lettre d'habilitation est : « Ganiyou Aboudoul YACOUBOU ».

Constat n°4

Sur sa lettre de soumission, la société « DAC GROUP INTERNATIONAL » en renseignant la partie relative à AAO N° : [insérer le nom de l'avis d'appel d'offres] a mis : « AAO N° : Travaux d'achèvement de la construction ».

VI- OBJET ET ANALYSE DES RECOURS

Des faits, des moyens des parties et des constats issus de l'instruction, il ressort que les recours des sociétés « SIMORGH SARL », « SHOLA GOLDEN PEACE » et « DAC GROUP INTERNATIONAL » portent sur le rejet de leurs offres respectives, motifs tirés de leurs non-conformités 

Considérant que le registre de commerce et de crédit mobilier de la société « SHOLA GOLDEN PEACE » mentionne « Ganiyou Aboudoul YACOUBOU » comme gérant de cette société ;

Que l'instruction de la cause met en évidence que toutes les pièces de l'offre de la société « SHOLA GOLDEN PEACE » à savoir : le formulaire de renseignements sur le candidat, la confirmation écrite habilitant le signataire, l'engagement du soumissionnaire à respecter le code d'éthique, le bordereau des prix unitaires, la méthode d'exécution des travaux sont signées par « Ganiyou Aboudoul YACOUBOU » ;

Considérant qu'à l'entête de la lettre de soumission il est mentionné : « *[Le candidat remplit la lettre ci-dessous conformément aux instructions entre crochets. Le format de la lettre ne doit pas être modifié. Toute réserve ou déviation majeure, par rapport à ce format, pourra entraîner le rejet de l'offre]* » ;

Qu'ainsi, le signataire de la lettre de soumission de la société « SHOLA GOLDEN PEACE », « Ganiyou A. YACOUBOU » au lieu de « Ganiyou Aboudoul YACOUBOU » mentionné sur le RCCM est une divergence et s'analyse comme une non-conformité pouvant justifier le rejet de l'offre de ladite société ;

Qu'ainsi, le rejet de l'offre de la société « SHOLA GOLDEN PEACE », est régulier.

3- SUR LA REGULARITE DU REJET DE L'OFFRE DE LA SOCIETE « DAC GROUP INTERNATIONAL »

Considérant qu'en l'espèce, la société « DAC GROUP INTERNATIONAL » a omis dans son offre, les références de l'avis d'appel d'offres ;

Qu'en lieu et place des références de l'avis d'appel d'offres, la société « DAC GROUP INTERNATIONAL » a mentionné l'intitulé de la procédure ;

Qu'il est vrai que le formulaire a mentionné : AAO N° : [insérer le nom de l'avis d'appel d'offres] ;

Que si la société « DAC GROUP INTERNATIONAL » ne comprenait pas le contenu à mettre, elle devrait demander des éclaircissements avant le dépôt des offres ;

Que ne l'ayant pas fait et présentant son offre en l'état, avec l'omission des références de l'avis d'appel d'offres, c'est à bon droit que la COE a rejeté ladite offre ;

Qu'ainsi, le rejet de l'offre de la société « DAC GROUP INTERNATIONAL » ne souffre d'aucune irrégularité.

PAR CES MOTIFS, SANS QU'IL SOIT NECESSAIRE DE STATUER SUR LES AUTRES,

DECIDE :

Article 1^{er} : Les recours des sociétés « SIMORGH SARL », « SHOLA GOLDEN PEACE » et « DAC GROUP INTERNATIONAL », sont recevables.

Article 2 : Les recours des sociétés « SIMORGH SARL », « SHOLA GOLDEN PEACE » et « DAC GROUP INTERNATIONAL », sont mal fondés.

Article 3 : La suspension de la procédure de passation de l'appel d'offre ouvert n°025/MCOT/SE/PRMP/SP-PRMP du 16 septembre 2024 relatif aux travaux d'achèvement de la construction du pôle numérique des services au profit de la mairie de Cotonou, est levée.

Article 4 : La présente décision sera notifiée :

- au Gérant de la société « SIMORGH SARL » ;
- à la Gérante de la société « DAC GROUP INTERNATIONAL » ;
- au Gérant de la société « SHOLA GOLDEN PEACE » ;
- à la Personne Responsable des Marchés Publics de la Commune de Cotonou ;
- au Chef de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics de la Commune de Cotonou ;
- au Secrétaire Exécutif de la de la Commune de Cotonou ;
- au Maire de la Commune de Cotonou ;
- au Préfet du Département du Littoral ;
- au Ministre de la Décentralisation et de la Gouvernance Locale ;
- à la Directrice Nationale de Contrôle des Marchés Publics.

Les parties concernées peuvent faire appel de la présente décision dans un délai d'un mois.

Article 5 : La présente décision sera publiée sur le site web de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics et dans le SIGMaP.



Séraphin AGBAHOUNGBATA
(Président de la CRD)



Gilbert Ulrich TOGBONON
(Membre de la CRD)



Derrick BODJRENOU
(Membre de la CRD)



Ludovic GUEDJE
Secrétaire Permanent de l'ARMP
(Rapporteur de la CRD)